

LES **SACRIFIÉS**

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force

Dans ce numéro :

Notre proposition de loi pour l'avancement de l'âge à la retraite professionnelle au plein taux

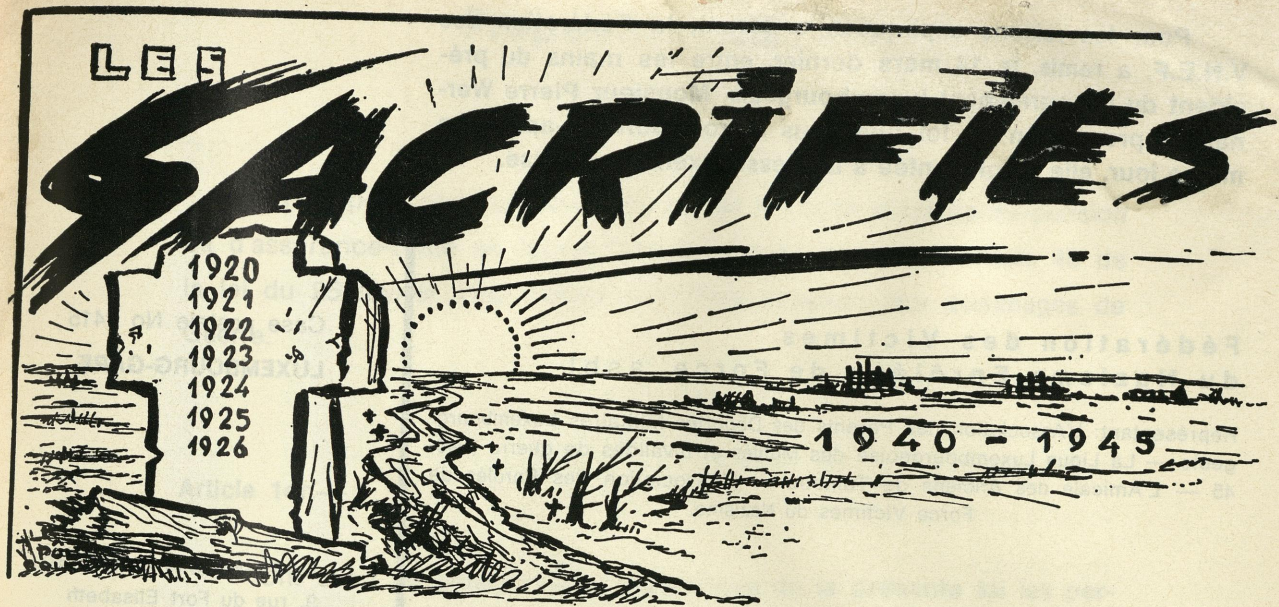
N° 3 / 1972

12e année

Prix: 8,- frs lux.

Abonnement: 60 frs

Rédaction:



Tirage 10 000

Une solution valable et équitable

Aus dem Inhalt

Une solution valable et équitable
 Proposition de loi
 Congrès National
 Probleme bilateraler Natur gibt es zwischen unsern Ländern nicht. . . »
 Das lange Versprechen
 Les «oublés» d'Alsace
 Union des mouvements de résistance luxembourgeois
 Aus onsen Sektio'nen
 Päng!
 Bina und der Krieg

Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force a.s.b.l
 Siège: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth .— Case postale 2415 Luxembourg-Gare
 C.C.P. 313-29

Rédaction du bulletin mensuel «Les Sacrifiés», Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 2415 — Luxembourg-Gare

Service social aux Enrôlés de Force, 9, rue du Fort Elisabeth, Luxembourg-Gare,
 Tél.: 48 32 32

Fonds d'Action - C.C.P. 210-49

La Fédération représente:
 l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois, Secrétariat 21, rue du Fossé, Luxembourg, C. C. P.

59-02 ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945, Case postale 382 — Luxembourg-Ville, C. C. P. 286-33 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare, C.C.P. 240-07 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 2415 — Luxembourg Gare, C.C.P. 313-24

Dans le milieu des Luxembourgeois qui, outre qu'avoir subi le joug de l'occupation allemande pendant la dernière guerre mondiale, sont devenus les victimes du régime nazi et ont eu à souffrir moralement et physiquement des pires sévices leur infligés, on s'est inquiété sérieusement, pendant une assez longue période déjà, à savoir comment se présenterait l'avenir tant proche que lointain. Au cours des années d'après-guerre, on a pu constater que l'état de santé de telles personnes, loin de s'améliorer au fur et à mesure que les moyens de la médecine moderne évoluaient, s'empirait graduellement et continuellement. Presque toutes sont sujets à un vieillissement précoce. Ce phénomène a pu être constaté avec certitude parmi les plus jeunes victimes, celles appartenant aux classes des années 1920 à 1927.

En effet, toutes les victimes de mesures criminelles et, par surcroît, atroces de l'occupant allemand ont subi des dommages irréparables. A l'heure actuelle elles ont à subir les conséquences dévastatrices illustrées par un déclin considérable de leur capacité de travail et par un taux de mortalité prématurée exessivement élevé.

Au sein des organisations luxembourgeoises qui groupent les diverses victimes du nazisme, on ne s'est pas seulement borné à enregistrer docilement cet état de choses, mais les responsables se sont employés à trouver une solution valable et équitable pour tout le monde. En fin de compte, ne s'agissait-il pas de parer d'urgence et d'atténuer les pertes dans la mesure du possible?

Au comité de la fédération des V.N.E.F., les membres sont tombés d'accord qu'un des moyens d'y parvenir le plus sûrement et le plus facilement est la bonification de périodes d'assurance en faveur des victimes du nazisme. L'avancement de l'âge à la retraite ouvrirait, si le législateur voulait bien doter le pays d'une loi afférente, la voie à des perspectives nouvelles, dont chacun pourrait en profiter dans la mesure où il se voit contraint à soigner sa santé déficiente.

Imprimerie Hermann, Luxembourg

Pour les raisons expliquées ci-devant, la Fédération des V.N.E.F. a remis, le 14 mars dernier, entre les mains du président du Gouvernement luxembourgeois, Monsieur Pierre Werner, la proposition de loi que nous reproduisons ci-après. Le même jour, elle fut présentée à la presse luxembourgeoise.

**Fédération des Victimes
du Nazisme Enrôlées de Force a.s.b.l.**

Représentant: L'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois — La Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de guerre 1940-45 — L'Amicale des Anciens de Tambow — L'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme.

Case postale No 2415

LUXEMBOURG-GARE

Luxembourg, le 1 mars 1972
9, rue du Fort Elisabeth

Proposition de loi

ayant pour objet une bonification de périodes d'assurance-pension ou d'assurance-rente en faveur des personnes visées à l'article 45 de la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de Guerre.

Exposé des motifs

Les personnes visées à l'article 45 de la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de Guerre ont subi des dommages irréparables.

L'évolution catastrophique de la santé de ces victimes exige des mesures d'urgence pour parer au plus vite et dans la mesure du possible aux pertes.

Un des moyens d'y parvenir est la bonification de périodes d'assurance en faveur de toutes ces victimes.

Proposition de loi

ayant pour objet une bonification de périodes d'assurance-pension ou d'assurance-rente en faveur des personnes visées à l'article 45 de la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de Guerre.

Article 1er.—

Ont droit au bénéfice des dispositions de la présente loi les personnes visées à l'article 45 de la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de Guerre, à l'exception de celles visées à l'article 37 de la même loi.

Article 2.—

a) Les personnes visées à l'article 1er ci-devant qui pour cause de maladie, d'invalidité ou d'inaptitude physique, quelle qu'en soit l'origine, ont été ou seront incapables de continuer l'exercice de leur activité professionnelle suivant le mode de la mise à la retraite du régime de pension ou de rente auquel les intéressés sont soumis, ont droit dans le calcul de leur pension ou rente et dans tous les régimes de pension ou de rente, soit contributif ou non-contributif, à titre de période d'assurance à une bonification de l'intervalle entre la cessation de leur activité professionnelle et de la limite d'âge légale valant respectivement pour eux d'après le droit commun de leur régime de pension ou de rente et ce en complément à la bonification de cinq années visées sub litt. b) du présent article.

b) Les personnes visées à l'article 1er ci-devant ont droit sous tous les régimes de pension ou de rente d'ordre soit contributif soit non-contributif, à une bonification de cinq années d'assurance dans la computation du temps pour la pension ou la rente.

Les intéressés qui entendent continuer leur activité professionnelle pendant une partie ou la totalité des cinq années d'assurances bonifiées cumuleront avec la pension spéciale établie en raison des cinq années d'assurance bonifiées, les traitements, salaires ou revenus, que la continuation de l'activité professionnelle pendant partie ou la totalité des cinq années d'assurance bonifiées, comporte.

Article 3. —

Pour le calcul des pensions et rentes rédues sur la base de la présente loi sont prise en considération:

a) sous les régimes de pensions non-contributifs prenant pour base, comme l'un des éléments de calcul de la pension, les derniers émoluments et traitements touchés, les émoluments et traitements dans toute leur étendue prévue par les dispositions légales afférentes pour être compris dans la base de calcul, dont les intéressés ont joui au moment de la cessation de leurs fonctions ou de leur travail, majorée des augmentations susceptibles d'échoir au cours de la période d'assurance bonifiée.

b) sous ceux des régimes contributifs prenant pour base, comme l'un des éléments de calcul de la pension ou de la rente, l'intégralité des salaires, traitements, rémunérations ou revenus, l'intégralité des montants afférents majorée du multiple correspondant aux années d'assurance bonifiées de celui des montants des dits salaires, traitements, rémunérations ou revenus des cinq années antérieures à la cessation des fonctions, du travail ou de l'exercice d'entreprise, qui aura été le plus élevé.

c) sous ceux des régimes contributifs prenant pour base comme l'un des éléments de calcul de la pension l'intégralité des cotisations d'assurance réglées, l'intégralité des montants afférents majorée du multiple correspondant aux années d'assurance bonifiées de celui des montants des cotisations des cinq années antérieures à la cessation des fonctions, du travail et de l'exercice d'entreprise, qui aura été le plus élevé.

Article 4. —

Les émoluments, traitements, salaires ou revenus, énoncés à l'article 3 et répondant aux années d'assurance bonifiées ne donnent lieu ni à des cotisations d'assurance ni à des cotisations sociales, ni à des contributions.

Les prélèvements prévus par l'article 2 de la loi du 22 juin 1963 ne peuvent non plus être effectuées.

Article 5. —

Cette loi a un effet rétroactif.

Les calculs des pensions déjà allouées seront redressés dans le sens des dispositions ci-avant tant pour le passé que pour l'avenir et sous tous les régimes de pension.

Les droits des parents et membres de famille et des ayants-cause des intéressés et dérivant pour eux des régimes de pension tant contributifs que non-contributifs subiront, tant pour le passé que pour l'avenir les ajustements que la présente loi comporte.

Article 6. —

Les dispositions légales concernant tous les régimes de pension respectifs continuent pour le surplus à valoir dans leur intégralité en faveur des personnes visées aux articles ci-avant, auxquelles elles sont applicables avec les avantages qui leur sont assurés par la présente loi.

Article 7. —

L'Etat supportera, quant aux régimes non-contributifs, respectivement remboursera aux Offices des différents organismes d'assurance des régimes contributifs le montant de la différence entre les prestations payées en application des dispositions de la présente loi et des prestations qui auraient été liquidées sans application de ces dispositions et cela pour chaque bénéficiaire.

N.d.l.r. Pour la part active aux préparations de la présente proposition de loi prise par la section de la capitale, nous renvoyons au compte rendu de l'assemblée générale de cette dernière. (Voir page 17).

Congrès National

vun der

Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme

den 14. Mé 1972 zu Walfer

Reservéiert lech desen Daag. Sélen waaren eis Problemer esou important !

„Probleme bilateraler Natur gibt es zwischen unsern Ländern nicht...“

Das sind genau die Worte, welche der sich damals überaus leutselig gebende West-Deutsche Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Walter Scheel, kurz vor seinem Abflug von Luxemburg-Findel ausgesprochen hat. Er hatte allerdings - und der Wahrheit halber muß gesagt werden - einschränkend rasch hinzugefügt: «oder nahezu nicht.»

Dieser westdeutsche Auftritt auf Luxemburgs Flughafen, es war am Abend des 8. Januar 1970 gewesen, war eine eiskalte Dusche für uns alle gewesen. Geraume Zeit später erklärte Luxemburgs Aussenminister, Gaston Thorn, bis zu den Parlamentsferien des Jahres 1970 sei das Zwangsrekrutiertenproblem endgültig gelöst, so oder so. Alle nachfolgenden Schönredereien haben sich als Gefasel erwiesen. Wie schon so oft vorher, wurden die Luxemburger, die die Deutschen zu ihrem Barras verschleppt hatten, hinters Licht geführt. Verraten und betrogen wurden sie im harmonischen Zusammenspiel der einstigen Mitbesieger des Dritten Reiches und den rechtmäßigen Nachfolger der Nazi-Aera, den Machthabern der heutigen Bundesrepublik Deutschland.

Die Vorgeschichte des Problems der Zwangsrekrutierten ist eine sehr lange und eine sehr traurige dazu. Eine wesentliche Rolle spielte darin nicht zuletzt der heutige Bundeskanzler und Friedens-Nobel-Preisträger, Willy Brandt. Diesen Nobel-Preis verdiente er sich bestimmt nicht dadurch, daß er zur Beilegung des heute noch anhängigen und die Beziehungen zwischen Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland schwer belastenden Problems der Zwangsrekrutierten beigetragen hätte. Davon hat die Preisrichterin Aase Lionaes nicht den Dunst einer Ahnung. Nach Osten hin mag er den Weg zu neuen Perspektiven geöffnet haben, obschon wir hier im Westen eigentlich recht hellhörig werden müssten, wenn die Deutschen ihren Drang nach Osten so offenkundig zur Schau tragen. Darüber vergessen sie alles andere. So auch die sich aufdrängende Regelung des Rechtsstreites mit dem direkten Nachbarn, Luxemburg. Im Größenrang steht diese Angelegenheit in keinem Verhältnis zu sonstigen Problemen, mit denen die Bundesregierung sich zu befassen hat. Desto leichter und eher müßte hier eine zufriedenstellende Lösung zu finden sein.

Wenn wir heute nun schreiben, Willy Brandt habe versagt, dann haben wir Gründe dies zu behaupten. Im Zusammenhang mit dem Problem der Zwangsrekrutierten fiel sein Name erstmals im November des Jahres 1966. Damals war er Vorsitzender der SPD und regierender Bürgermeister von Berlin. Im November 1966 hatte der LSAP-Deputierte Jos. Wohlfart uns eine Mitteilung zugestellt, in der es hieß,

eine Delegation der Luxemburger Sozialistischen Arbeiterpartei habe eine Unterredung gehabt mit den Herren Willy Brandt und Herbert Wehner. Gegenstand der Gespräche sei das Problem der moralischen Anerkennung der luxemburgischen Zwangsrekrutierten als Nazi-opfer gewesen. Damals bekundeten die Vertreter der SPD ihre Anteilnahme an dem Schicksal der luxemburgischen Zwangsrekrutierten und erklärten sich bereit, zur Klärung und positiven Lösung dieses Problems jeden Beitrag zu leisten.

Zu jenem Zeitpunkt war das der erste versöhnliche Ton, welcher uns von Osten her erreichte. Vorher hatte es viel Aufregung gegeben wegen einer Note der Bonner Bundesregierung, die uns am 10. Februar 1966 zugegangen war und womit das Begehren der luxemburgischen Regierung nach einer Regelung des Zwangsrekrutiertenproblems mit einem schroffen Nein abgelehnt worden war.

Die Erklärung der SPD-Verantwortlichen berechnete zu jener Zeit besonders dadurch zu Hoffnungen unsererseits, weil ihr Vorsitzender, Willy Brandt, der kommende Mann am politischen Horizont der Bundesrepublik Deutschland war. Tatsächlich ging von jenem Zeitpunkt an die politische Laufbahn Brandts steil aufwärts. Schon bald wurde er Minister für auswärtige Angelegenheiten der Bundesrepublik. Und gerade auf diesem Posten waren ihm Mittel und Gelegenheit gegeben, eine uns seit Jahrzehnten beschäftigende Frage zu bereinigen.

Am 2. Februar 1967 begab sich Luxemburgs Aussenminister, H. Pierre Grégoire, zu einem Höflichkeitsbesuch nach Bonn ins auswärtige Amt. Die spärlichen Berichte darüber möchten wir dahingehend resümieren, daß Herr Brandt seinem luxemburgischen Homolog sagte: «Die Bonner Note vom 10. Februar 1966 kann nicht das letzte Wort in dieser Angelegenheit darstellen.» Nun, das letzte Wort war tatsächlich nicht gesprochen. Viel unnützes Gerede sollte noch folgen. Die Taten aber, sie blieben bis zur Stunde aus.

Am 12. Juni 1967 machte Herr Willy Brandt offiziellen Besuch in Luxemburg. Die Zwangsrekrutiertenfrage wurde auch wieder erörtert. Offiziell sagte Brandt damals bei seinem Abschied: «In Bonn wird die Angelegenheit wohlwollend studiert.» Und es wurde seltsam still----

Als dann am 8. Januar 1970 der jetzige Herr im bundesdeutschen Ministerium für Auswärtiges, Walter Scheel, hier in Luxemburg aufkreuzte, war Willy Brandt zum Bundeskanzler aufgerückt. Anscheinend hatte er die Akten über unsere Frage vom Auswärtigen - mit ins Kanzleramt genommen und studierte sie weiter intensiv. Walter Scheel schien schlecht informiert, denn für ihn gab es keine Probleme bilateraler Natur zwischen unsern Ländern.

Es kann uns niemand verübeln, daß wir diese Erklärung Scheels nicht als kleinen, uneleganten «Ausrutscher» hinnahmen. Dem kleinen

Nachbarn gegenüber darf ein «großer» Deutsche sich solche und ähnliche Mätzchen erlauben. Was soll's! Europa, EWG-Partner hin oder her! Die Deutschen sind wieder die Herren der Situation. Was wiegt da schon das kleine Großherzogtum? Sie bestimmen. Sie diktieren. Oben auf selbstverständlich Willy Brandt. Entgegen seiner Behauptung vom 2. Februar 1967, war das schroffe Nein vom 10. Februar des Vorjahres dennoch das letzte Wort in der Angelegenheit, die uns Zwangsrekrutierte beschäftigte. **Auch er, Willy Brandt, verkriecht sich hinter dem Londoner Schuldenabkommen. Und wir kommen nicht an der Feststellung vorbei: Der deutsche Bundeskanzler und Friedens-Nobel-Preisträger Willy Brandt ist ein Versager.**

Nicht einmal die Entschuldigung können wir geltend machen, ihm sei Luxemburg fremd. Dagegen spricht die Tatsache, daß nach seiner Rückkehr von der Krim, wo er ein «tête-à-tête» mit Leonid Breschnew hatte, nicht nur in seiner Eigenschaft als Bundeskanzler, sondern vor allem als Repräsentanten der EWG-Führungsmacht, er überheblich behauptete: **«Die Russen wissen eben, daß die Bundesrepublik etwas mehr ist als Luxemburg.»** Ein solcher Ausspruch bei solcher Gelegenheit, läßt uns recht nachdenklich werden.

Gewiß, Luxemburg ist, gemessen an der Bundesrepublik, ein kleines, ganz kleines Land. Gewiß ist allerdings auch, die Luxemburger sind nicht so überheblich und angeberisch wie die Deutschen. Wir, die Ueberlebenden eines gemeinen Verbrechens, begangen von Deutschen während der Dritten-Reich-Aera, haben den rechtmäßigen Erben zu wiederholten Malen die Hand zur Versöhnung gereicht. Umsonst! Die Nachkriegsdeutschen weigern sich zäh ein grausiges Verbrechen an der Menschheit wieder gut zu machen. Der Herr Friedens-Nobel-Preisträger Brandt soll doch endlich mit den Staaten Frieden schließen, die den Nachkriegsstaat, die Bundesrepublik Deutschland in Gnaden in ihrer Mitte aufgenommen haben. Hier ist ihm Gelegenheit geboten, sich den bereits erhaltenen Friedenspreis wirklich zu verdienen.

Wenn es laut A.A.-Minister, Walter Scheel, zwischen Luxemburg und Deutschland keine, oder nahezu keine Probleme bilateraler Natur gibt, so ist hiermit der Beweis erbracht, daß es sie dennoch gibt. Den bereits erwähnten fügen wir nun noch ein weiteres hinzu. Wann gedenkt die Bundesrepublik Deutschland dem Luxemburger Staat die Gelder zurückzuerstatten, welche die Deutschen Okkupanten hier in Luxemburg ab 1. Juli 1943 als Fürsorgegelder einzogen? Es handelt hier um mehrere Hunderte Millionen Luxemburger Franken.

Während der deutschen Besatzungszeit wurden nämlich die Kassen der vier Kreisleitungen verpflichtet, 1/9 (ein Neuntel) ihrer Einnahmen abzugeben. Diese Gelder sollten verwandt werden um die Versorgung der Kriegsbeschädigten und Kriegshinterbliebenen zu gewährleisten. Das geschah auf Grund verschiedener, vom deutschen Okkupanten ver-

fügten Bestimmungen wie z.B.: «Reichsgrundsätze über Voraussetzung, Art und Maß der öffentlichen Fürsorge, laut denen auch in Luxemburg geltenden Vorschriften», oder «Besondere Bestimmungen für Kriegsbeschädigte und Kriegshinterbliebene», oder auch «Fürsorgebestimmungen für Familienangehörige vom zum R.A.D. verpflichteten Männern und Frauen.»

Die hier visierten Gelder wurden den Luxemburgern im allgemeinen abverlangt. Wie so viele andere Güter und Gelder, verschwanden mit den Deutschen auch sie auf nimmer wiedersehen im Altreich. Da nun Hehler und Stehler gleichermaßen strafbar sind, ihre Schuld nur mit der Rückerstattung des Diebesgutes abgegolten werden kann, (für gewöhnliche Sterbliche käme noch eine Kerkerstrafe hinzu) wäre es an der Zeit, daß die Rechtsnachfolger der Hitler-Aera, die Bundesrepublik Deutschland sich darauf besinnen und ihre Schulden begleichen würden. Das umso mehr, als sie als neue «Führer» Europas auftreten möchten.

Vielleicht wäre damit dem Luxemburger Staat die Möglichkeit gegeben, das Zwangsrekrutiertenproblem auf nationaler Ebene zu regeln.

Und angesichts des uns vorliegenden Tatbestandes, nimmt es uns nicht Wunder, daß auch andere Völker, z.B. die Dänen, die Deutschen nicht gerne am Kommandohebel Europas sehen. Gleich uns haben auch sie schlechteste Erfahrungen mit den Deutschen gemacht.

H.R.

monopol : *Scholer*

Das große Fachgeschäft für beste
HERRENKLEIDUNG

Polstermiwel en gros

Nous sommes spécialisés en

MEUBLES de SALON

Seulement le spécialiste peut vous offrir
les meilleures conditions

J. Weirich

DUDELANGE

40, avenue G.D. Charlotte Tel 511717

Importation directes des plus beaux modèles —
dans tous les styles — à tous les prix — choix
immense — des prix réellement de gros (jusqu'à
30 % de remise).

Visitez sans engagement nos salles d'exposition

Das lange Versprechen

Nachdem der ERHARD zu uns gekommen, des Versprechens erster Teil auch mitgenommen, kam anschliessend dann der BRANDT, und der versprochene zweite Teil verschwand. Auch der versprochene Kuchen von SCHEEL, war aus dem denkbar schlechtesten Mehl, denn trotz gegenseitig ausgetauschter Orden, ist von dem Kuchen keiner satt geworden. Ebenfalls der SCHAUS, und danach der GREGOIRE, traten auf der Stell so manches Jahr.

Und endlich kam, zum Schluß, der THORN, das große Versprechen begann von vorn. Zu einem großen Mann, ein großes Wort, versprach große Taten, und ging wieder fort. Dauernd unterwegs, der «große» Weltenbummler, mit leeren Versprechen groß gewordner Fummler.

Als Vermittler nach dem nahen Osten, seine redgewandte Zunge auszukosten, Deutschland, England, Spanien, Portugal, ein idealer Minister geht halt überall, sogar in Bern, in der nahen Schweiz, konferierte er mit luxemburgischen Gejeitz.

Nur bei Versprechen im eigenen Land, streckt er das Köpfchen in den Sand, erneuert das Versprechen und fährt wieder weiter,

als «Außen»Minister zu reisen macht so heiter. Zwangsrekrutiertenproblem, so ein Jammer, gehört in die Abgeordneten-kammer, läßt die sich in dieser Sache nicht erweichen, kann auch ein «Außen»minister nichts erreichen.

Außerdem, Zwangsrekrutierte sind kein Problem, es löst sich automatisch ja ohnedem, in zehn Jahren, wenn der letzte verschwunden, ist es vollbracht, Gott hat die Lösung gefunden.

An der Reihe ist dann die nächste Generation, LUXEMBURG ist halt eine «Selbstverbraucher-nation».

E.W.

WMF Kaffee-Maschinen
CIMBALI Espresso
GASTRONOM Geschirrspül-
maschinen

für Großküchen, Restaurants,
Cafés, Bars

Direkt-Import - Kundendienst

Jösy Juckem Luxembourg

60-62. rue de Strasbourg - Tél. 48 46 33

Les „oubliés“ d'Alsace

«Historia» paraissant chez Jules Tallandier, librairie, 17, rue Remy-Dumoncel, Paris-14e, est une revue non seulement estimée au Grand-Duché, mais elle y est aussi assez répandue. Tous les lecteurs qui la connaissent ont certainement lu dans le numéro hors série 21, l'étude sur la division «Das Reich» en France.

Or, dans le bulletin de liaison de l'association des évadés et incorporés de force (ADEIF) No 81, nous avons lu les considérations de A. Durlwanger à propos de cette étude. Nous reproduisons ci-après l'article de M. Durlwanger, puisque la mise au point de faits historiques par ce dernier, nous semble importante pour tous les lecteurs qui, par hasard, ne connaîtraient pas trop ou ignoreraient le sort pénible des Alsaciens incorporés de force par les Allemands.

Au sujet d'un article paru dans «Historia» «Das Reich» en France

A la suite de la publication dans Historia H.S. 21, de votre étude sur la division «Das Reich», je tiens tout d'abord à relever la manière objective avec laquelle vous situez le problème de la composition et de la formation de cette division, celui aussi de la présence involontaire d'éléments incorporés de force en son sein, et celui enfin des exactions de cette unité en 1944, en territoire français.

Je regrette pourtant, une fois de plus, qu'à l'occasion d'une telle étude sur le sujet de «Das Reich», l'on n'ait pas cru devoir donner la parole aux principaux intéressés, ceux du passé desquels l'on dispose aussi aisément, à savoir ces fameux Alsaciens incorporés de force qui y figurèrent contre leur gré, et qui aujourd'hui, comme à l'époque des faits sont Français à part entière, sans nul complexe et pour cause.

Il est en effet navrant de voir liquidé en six lignes d'un article de treize pages, ce qu'aura été pour les Alsaciens leur calvaire moral et physique dans «Das Reich», c'est-à-dire dans ce qui restera l'une des plus effrayantes aventures de la 2e Guerre Mondiale, sur le plan humain. Il est pénible de voir encore ignoré en France cette terrible vérité première: pour la plupart, sinon pour la totalité, les Alsaciens incorporés de force dans les trois divisions de Waffen SS (Hermann Goering, Das Reich, Groß-Deutschland) furent sélectionnés à titre disciplinaire selon un critère d'une astuce diabolique et criminelle, en fonction même de leur patriotisme français qui les rendait douteux (unzuverlässig) pour une incorporation de force normale dans la Wehrmacht. Et c'est ainsi que les jeunes mobilisables incarcérés ou sortant du camp de déportation nazi de Schirmeck, se retrouvèrent sans exception dans la Waffen SS, à titre disciplinaire, pour y être mieux matés et surveillés,

l'ennemi escomptant surtout qu'ils seraient ainsi suspects aux yeux de leurs propres amis, résistants ou Alliés. Et quiconque en Alsace s'était fait remarquer par la police allemande pour un comportement tant soit peu francophile, risquait de ce fait de prendre le chemin d'une division SS, Chemin faisant d'ailleurs, dans les trains ou les convois qui les amenaient en Allemagne sur les lieux d'incorporation, ces futurs SS d'un genre spécial chantaient à tue-tête la Marseillaise, le Chant du Départ, et Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine, à l'impuissante fureur de l'encadrement nazi, qui le leur faisait payer très cher à l'arrivée. Qui, en France, a déjà osé souligner ces détails qui pourraient prendre rang parmi les plus nobles actions d'héroïsme de cette guerre cruelle? Les Nazis auraient-ils donc visé aussi justement, qu'aujourd'hui encore, un voile de suspicion ou de gêne puisse masquer cela dans l'esprit et le jugement des Français?

Dans votre étude, vous faites état (p.87, dernier paragraphe) de l'intervention salvatrice d'un Alsacien sauvant la vie d'un jeune homme de Tulle, du même âge que lui. Fort bien. Mais savez-vous que de tels faits étaient monnaie courante? Savez-vous que les mouvements de troupes, voire les derniers secrets d'armement allemands, étaient chaque fois que possible signalés aux Résistants et transmis aux Alliés par ces mêmes Alsaciens? Savez-vous qu'en dépit des risques, ils furent nombreux à désertter, s'exposant à une mort infamante en cas de capture par les Nazis, risquant d'être abattus par les amis auxquels ils se rendaient, et surtout, exposant les leurs aux pires représailles allemandes?

Là encore, il y aurait beaucoup à dire, et vous eussiez dû interroger des personnalités, qui, tels Mgr FAUVEL, évêque de Quimper, ou le Dr GUILLARD, maire de Coutances, ou encore l'Abbé Xavier Antoine à St-Lô, reçurent, cachèrent au péril de leur vie, les déserteurs alsaciens de «Das Reich», lesquels purent ensuite, grâce à eux, rejoindre les forces françaises et s'y engager (cette fois volontairement) pour participer à la libération de leur Alsace!

Il faudrait vous citer des noms, trop nombreux hélas, de jeunes patriotes alsaciens de «Das Reich», descendus par les G. Is. auxquels ils voulaient se rendre sur le front normand, simplement parce qu'ils portaient l'uniforme que vous savez, et avant même d'avoir pu prononcer un seul mot permettant leur identification comme Alsaciens. Il faudrait vous citer les noms de leurs parents, frères et soeurs, fiancées, qui aujourd'hui encore maintiennent dans un oubli apparent, douloureux, leurs êtres chers tombés dans la SS, simplement parce qu'ils ont la honte de ces deux S marqués indélébilement sur le souvenir de ceux qui les ont portés. Et cette honte injuste, trop cruelle, elle est constamment ravivée par des articles tels que le vôtre.

Union des mouvements de résistance luxembourgeois

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons lu dans la presse de la place les divers rapports sur l'assemblée générale de l'Unio'n qui eut lieu le 12 mars 1972 dans la salle des fêtes du restaurant Pôle-Nord. Aussi bien l'allocation prononcée à cette occasion par le secrétaire de l'«Unio'n» M. Nico Muller, que celle délivrée par son président, M. Alphonse Osch, ont retenu toute notre attention.

M. Muller avait choisi comme thème: «La Résistance n'est-elle plus qu'un souvenir?» Et M. Muller de dire que les vrais résistants, ceux qui ont souffert dans les prisons et les camps de concentration, estiment que les actes de patriotisme doivent être rappelés à la jeune génération à une époque, où le national-socialisme se manifeste à nouveau. Les dures leçons des années 1940 à 1945 ne sont pas à oublier et ce qu'elles nous enseignent est à prendre au plus sérieux.

M. Alphonse Osch, pour sa part, estime le moment venu pour la publication d'un livre sur la résistance luxembourgeoise pendant la dernière guerre. M. Osch a également relevé la valeur du «Monument National de la Solidarité Luxembourgeoise pendant la deuxième guerre mondiale.» Ce monument refléterait parfaitement l'attitude des Luxembourgeois pendant justement cette guerre et serait fait pour la rappeler à jamais.

Au cours de l'assemblée générale de l'«Unio'n», une résolution fut acceptée à l'unanimité des voix des membres présents. Les Enrôlés de Force Victimes du Nazisme se rallient entièrement à eux et reprennent ci-après le texte de la résolution en question:

Résolution prise par le 2me congrès de l'Union le 12 mars 1972

27 ans après la tourmente où faillit périr la civilisation occidentale emportée par le génocide hitlérien, la Résistance s'aperçoit que sa tâche n'est pas terminée. Il faut poursuivre la lutte contre le nazisme qui a tendance à renaître.

27 ans après les crimes hitlériens qui ont ensanglanté le monde, la propagande raciste et national-raciste se manifeste à nouveau. Les événements en Allemagne ont consacré la montée constante des tendances néo-nazies et ont légitimement alarmé le monde de la Résistance et de la Déportation.

L'Union des Mouvements de Résistance Luxembourgeois est d'avis que le cheminement des éléments politiques d'extrême droite en Allemagne esquisse une ressemblance frappante avec le nazisme hitlérien. Elle pense ici tout particulièrement à la récente création, à Rosenheim, d'une amicale des anciens SS de la division «Das Reich», les bourreaux de Tulle

st. d'Oradour, et elle constate que les fervents du nazisme et de l'antisémitisme n'ont pas été corrigés de leur erreur monstrueuse par la catastrophe allemande de 1945.

L'Union des Mouvements de Résistance Luxembourgeoise proteste énergiquement contre de telles manifestations et demande que toutes les dispositions soient prises sur le plan national et international pour interdire la reconstitution de ces ligues et groupes.

Elle insiste auprès des Pouvoirs Publics pour qu'un enseignement approprié vienne éclairer à ce sujet le corps enseignant et les élèves et que les programmes scolaires, dont l'insuffisance à cet égard est notoire, soient complétés.

Fern. Geimer-Sonnen

Ameublement - Menuiserie - Ebénisterie
Grand choix en meubles de tous genres
Exécution de travaux de Menuiserie et d'Ebénisterie

Place de l'Eglise tél.: 6 91 82 Bech-Kleinmacher

Differdingen

Amicale der Zwangsrekrutierten - Sektion Differdingen hielt Jahresrückschau

Die diesjährige Generalversammlung fand am Samstag, den 5. Februar 1972 im vollbesetzten Saal WAMPACH Julien statt.

Kamerad F. Bauler, als Präsident der Amicale, eröffnete die Versammlung und begrüßte besonders die Vertreter des Zentralvorstandes, Mme. M. Nürenberg, B. Jacob und F. Hurst. In einer Gedenkminute wurde aller Verstorbenen gedacht.

Der Präsident sagte ferner, eine Generalversammlung darf nicht nur Ort und Gelegenheit sein den Tätigkeitsbericht des Vorstandes entgegen zunehmen und kritisch zu bewerten, sie soll und muß auch Zeit und Gelegenheit bieten alte und neue Freundschaften zu knüpfen, aufzufrischen und zu pflegen.

Sekretär J. BENOIT erstattete den Tätigkeitsbericht, dem zu entnehmen war, daß der Vorstand im Laufe des Jahres 18 Mal zusammentrat, der Verein setzt sich zur Zeit aus 202 Mitgliedern zusammen. Ferner war der Vorstand vertreten am:

6.6.71 Congrès National des V.N.E.F. à Differdange.

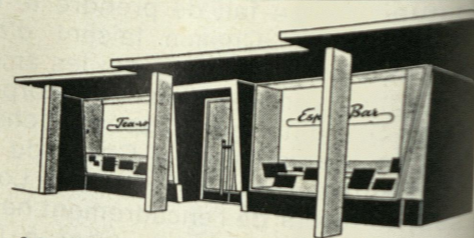
2.9.71. 29 ième anniversaire de la Grève Générale de 1942.

Dépôt de fleurs au monument aux Morts de l'usine.

10.10.71 Journée Commémorative Nationale à Differdange.

12 Les Sacrifiés

Steichen



pâtissier-confiseur
luxembourg. 47, av. de la liberté-tél. 27435

23.10.71. Remise Médailles Reconnaissance Nationale à l'Hôtel de Ville - Differdange.

9.10.71. Cérémonie Commémorative à Werdorn, Monument aux Morts «HONDSBOSCH»

11.11.71. Inauguration du Monument aux Morts renové au cimetière de Differdange avec dépôt de fleurs.

Der Kassenbericht von F. HEINEN wies eine gute Finanzlage auf, Kamerad R. MEYER, Sprecher der Kassenrevisoren, konnte die mustergültige Kassenführung nur loben und um Entlastung für den Kassierer.

Die teilweisen statutarischen Neuwahlen überbrügten sich, da der gesamte Vorstand im Amt bestätigt wurde und sich weiterhin wie folgt zusammensetzt: Fernand BAULER, Jos BENOIT, Batty CLEMENT, Martin EVRAD, François HEINEN, Charles KOEHLER, Lucien MASSON, Charles SCHIMBERG, Marcel SCHMIT, Emile SCHUSTER, Mich URTH.

Die Kameraden B. JACOB und F. HURST referierten über

«Frühzeitige Pensionierung»

Dieses Thema, - wie könnte es anders sein? - interessierte auch den letzten Teilnehmer an der diesjährigen Generalversammlung. Die nachträglichen, lebhaften Debatten waren der Beweis hierfür. Damit nun aber diese verlangte frühzeitige Pensionierung Realität wird, ist ein festes Zusammenstehen aller «enrôlés» unbedingt erforderlich.

Ein gemütliches Zusammenstehen bis zum Feierabend beschloß diese aufschlußreiche Generalversammlung.

Job.

Imprimerie
Kremer - Mullet & Cie

Imprimés de qualité
Esch-sur-Alzette
56, rue des jardins
Téléphone 521-85



Journal — 5.2.1972

«Was man alles in den Zeitungen lesen kann.»

Für diesen Titel hat der Schreiber fürwahr das richtige Signum gefunden. Er nennt sich nämlich «Der Kiebitz». Womit bekanntlich ein Mensch bezeichnet wird, der stets in anderer Leute Karten schaut, dabei aber nicht den Mut hat, selber mitzuspielen.

Päng !

Der trotzdem alles besser weiß, wie die eigentlichen Spieler!

Päng !

Und diese dann nicht mit seinen super-klugen Bemerkungen verschonen kann.

Päng !

Der jedoch am Ende oder bei genauer Betrachtung nur Dummheiten von sich gibt.

Päng !

«Im «Les Sacrifiés» Nr. 1/72 . . . fällt man . . . mit aller Vehemenz über den Außenminister Gaston Thorn her, dem man vorwirft, er habe in den Verhandlungen mit Deutschland nichts gemacht und komplett versagt.»

Dazu ein bisschen Logik: Das Resultat dieser Verhandlungen ist bis dato völlig negativ. Das dürfte sicher sogar ein Kiebitz bemerkt haben.

Päng !

Auf die Frage nach dem «Warum» gibt es zwei mögliche Antworten?. Nämlich:

1. Es wurden keine wirklichen Schritte in der Angelegenheit getan. Dann ist das Null-Resultat völlig erklärt!

Päng !

2. Es wurde zwar etwas unternommen, aber dennoch nichts erreicht, obwohl diese Angelegenheit eine gerechte ist. Dann hat der Unterhändler versagt.

Päng !

Bitte, Herr Kiebitz, suchen Sie für «Ihren» Herrn Außenminister die Version aus, die Ihnen — oder ihm — am besten gefällt !

Päng !

Für uns sind sie gleichwertig: Null hie und Null da!

Päng !

«Aehnlich, wie man ein «Conseil de la Résistance» ins Leben gerufen hat, gehe man hin und schaffe auch ein «Conseil des Enrôlés» mit Jos Weyrich als Präsident, und gebe diesen Leuten das Recht offiziell mit Bonn zu verhandeln und das Problem so zu lösen wie man das von der Regierung wünscht. Gesehen die bisher von den Verantwortlichen der Enrôlés de Force bewiesenen Fähigkeiten zweifeln wir keinen Augenblick daran, daß es ihnen gelingen wird, das Problem zur vollsten Zufriedenheit aller zu lösen.»

Aber, Herr Kiebitz! Was sollen denn die Herren vom C.N.R. von Ihnen denken, wenn Sie dieselben mit uns Zwangsrekrutierten auf die gleiche Stufe stellen?!

Päng !

Oder soll Ihr Vorschlag nur eine Finte sein, um «Ihren» Außenminister auf leichte Weise aus dem Brunnen zu ziehen, in den er selber eingestiegen ist?

Päng !

Warum kommt Ihnen diese blitz-gescheite Idee erst heute? Warum kam sie nicht schon 1959, als eine offizielle Kommission zu Verhandlungen über die Mosel zog?

Päng !

Warum ließ man gerade damals die Zwangsrekrutierten ganz bewußt zu Hause?

Päng !

Vielleicht, weil man dann nicht so großzügig gegenüber den Herren Deutschen hätte auftreten können, daß ein Schandvertrag herauskam?

Päng !

Und ein «Karlspreis» für einen ehemaligen Aussenminister?

Päng !

Warum heute solch ein grandioser Vorschlag, nachdem den Zwangsrekrutierten in der Vergangenheit des öfteren gerade die Möglichkeit der direkten Verhandlungen mit Deutschland quasi untersagt wurde?

Päng !

Wozu brauchten wir dann auch noch für zwischenstaatliche Verhandlungen eine Regierung und — insbesondere — einen Außenminister?

Päng !

Womit das Reiseprogramm des Herrn Thorn gar arg beschnitten würde!

Päng !

Und das justament durch Sie, Herr Kiebitz, der Sie doch gerade seine Verteidigung gegen uns Zwangsrekrutierte sichern wollten!

Päng!

Womit bewiesen ist, daß Sie, Herr Kiebitz, ein echter Kiebitz sind, der nicht nur ein Besser-, sondern ein Alles-Wisser sein möchte.

Päng!

Der nur einen sehr beschränkten Horizont hat!

Päng!

Und der sich am besten an den Spruch halten sollte, der für die Kiebitze geschaffen wurde: «D'Maul gehaalen hannert dem Spill»

Päng!

Wiltz

In der ersten Februarhälfte dieses Jahres nahm die Sektion der Wiltzer «Enrôlés de force» zwei Verteilungen von «médailles de la reconnaissance nationale» vor. Einmal geschah dies im Gemeindehaus von Mecher, wo siebzehn verdienstvolle Patrioten ausgezeichnet wurden. Ansprachen wurden gehalten von Bürgermeister Victor Schloesser und François Lambert, Präsident der Wiltzer Zwangsrekrutiertensektion. Beim Ehrenwein, angeboten von der Mecher Gemeindeverwaltung, dankte Herr Félix Peiffer in Namen der Ausgezeichneten für die ihnen erwiesene Ehre.

Ein zweites Mal wurden im Wilwerwiltzer Gemeindehaus fünfzehn weitere Personen geehrt, die, ebenso wie in Mecher, Mädchen und Jungen halfen sich vor dem sie jagenden deutschen Okkupanten zu verstecken und dadurch dem Luxemburger Lande wertvolles junges Leben erhielten. Kam. François Lambert ließ vor den Teilnehmern an der Verteilungszeremonie die schweren und tragischen Ereignisse der Kriegsjahre erstehen, indem er an die damaligen Begebenheiten und Zustände erinnerte.

Den Ehrenwein hatte die Gemeinde offeriert. Bürgermeister Jos. Eufers gratulierte den Ausgezeichneten und drückte den Wunsch aus, es möchte ihnen vergönnt sein die Medaillen noch recht lange mit berechtigtem Stolz tragen zu dürfen.

Beckerich-Ell-Rédange s/Attert

Dimanche, le 2.3.1972, la section des E.F.V. N. Beckerich-Ell-Rédange a tenu ses assises pour 1971 à Rédange au café Paul Thein-Conrardy. Jean Hemmer, président de section, ouvrit l'assemblée générale en souhaitant la bienvenue aux nombreux camarades et personnalités présents. Après avoir observé une minute de silence à la mémoire des camarades morts et disparus, le secrétaire Camille Koppes présenta le rapport d'activité de la section, n'ou-

Sche'nst Schong
Gre'sst Wiel
Bölleg Preisser

beim

GILLY

LETZEBURG, UM KRAUTMART

bliant pas le moindre détail. C'est avec satisfaction que l'assistance apprît que le nombre des membres et des membres honoraires a encore augmenté en 1971. Il remercia et félicita aussi la population des trois communes, Beckerich, Ell et Rédange s/Att., de leurs dons généreux lors de la quête pour le Monument National (39.130 Fr.). Pour terminer son exposé, Cam. Koppes invita tous ses camarades d'assister au congrès national des E.F.V.N. qui aura lieu à Walferdange, le 14 mai.

Arthur Calmes, caissier, présenta un rapport de caisse qui témoigne non seulement de la minutieuse tenue des livres et des comptes, mais surtout de la saine situation financière de l'Amicale. Décharge honorable fut donnée aux camarades C. Koppes et A. Calmes.

Ensuite, le président J. Hemmer décorait 14 personnes resp. familles de la Médaille de la Reconnaissance Nationale. Cinq promotions avaient eu lieu antérieurement et 136 personnes du secteur Beckerich-Ell-Rédange ont déjà obtenu la haute distinction.

Au cours d'un vin d'honneur, offert par la section locale des E.F.V.N. de brefs discours furent prononcés successivement par B. Jacob, F. Hurst, J. Coner, Al. Wantz et H. Diederich. Le cam. Julien Coner présenta une série de diapos sur l'inauguration du Monument aux Morts d'Ell.

ETABLISSEMENTS

Buchholtz & Ettinger

ESCH-ALZETTE

Tél.: 54 32 10

11 et 18, rue de Luxembourg

Succursale à Pétange
14, rue de Luxembourg

Fers et Métaux — Quincaillerie
Outils pour menuisiers
Ferrements de meubles
Ferrements de Bâtiments

TRADITION PLUS QUE CENTENAIRE

POUR VOS CHAUSSURES:
UNE SEULE ADRESSE:

Chaussures Margot

Propriétaire: THOSS-JACOBS

ESCH-SUR-ALZETTE
22, avenue de la Gare - Tél.: 532 68

Wie Nachfragen in unserer Redaktion uns zur Kenntnis brachten, ist es unseren Lesern unangenehm aufgefallen, daß seit Oktober 1971 keine Fortsetzung der Serie «Bina und der Krieg» mehr in unserem «Sacrifiés» erschienen ist. Man hat den guten «Bina» vermißt und sich gefragt, was denn wohl an seinem Ausbleiben Schuld sei. Nun, es waren lediglich Gründe rein persönlicher Art, die es dem Autor der Serie unmöglich machten, während dieser Zeit die Erlebnisse Bina's niederzuschreiben. So entstand denn eine Zeitlücke, die aber nun geschlossen ist, sodaß die Bina-Fans jetzt nicht nur die Fortsetzung ihrer Geschichte in dieser Nummer wiederfinden, sondern auch versichert sein können, daß Bina auch die Seiten unserer künftigen «Sacrifiés» - Nummern beleben wird.



Bina und der Krieg



Das jütländische Herning sollte zu einem Drehpunkt in Bina's militärischer Laufbahn werden. Und wenn sich unserer Freund in diesen Dingen besser ausgekannt hätte, wenn er schon Erfahrung in Sachen Wehrmacht gehabt hätte, dann wären ihm einige Anzeichen als sichere Beweise dafür erschienen, daß die Ausbildungszeit ihrem Ende zuzuging.

Da war einmal der Umstand, daß sie, die Motorisierten, hier in Herning fast nur noch Infanterieausbildung durchmachten. Um es mit den Worten von Leutnant Fischer auszudrücken: «Kriechen müßt ihr lernen!» Das sollte wohl witzig klingen, kam aber gegen die humoristische Benennung der Bina und Co in keiner Weise auf. Sie nannten diese hautnahe Untersuchung des Erdbodens nämlich «Geographie machen». Sie brachten es auf diesem Gebiet der Wissenschaft recht weit! Kein Wunder! «Geographierten» sie doch täglich so 3 bis 4 Stunden! Und zwar ganz intensiv! Und Uebung macht bekanntlich den Meister, der zwar auch in diesem Fall nicht vom Himmel fiel, dafür aber fast ständig auf der Erde herum lag und kroch!

Die Freude an dieser Alltagsbeschäftigung wurde noch durch einen besonderen Umstand erheblich gesteigert. Das Uebungsgelände lag im Westen, etwa 2 Kilometer außerhalb der Stadt. Und gleich daran anstoßend lag eine Abdeckerei, die noch in Betrieb war, wie die Rekruten schon am ersten Tage ihrer dortigen Tätigkeit feststellen konnten. Auch die unempfindlichste Nase konnte das nicht ignorieren. Besonders, wenn Südwind herrschte, war die Ausstrahlung dieser Nachbarschaft so intensiv, daß der Name, den Bina diesem Landschaftsteil gab, nur allzu berechtigt war: «Stènkfabrik». Treffender ging's wirklich nicht!

Das zweite Merkmal, des herandrückenden Endes der Ausbildungszeit, war womöglich

noch untrüglicher: Sie übten den sog. «Parademarsch» bis zur Vergasung! Und auch er wurde, da er sich dafür besonders gut eignete, sehr gerne von den Herren Vorgesetzten aller Dienstgrade zu Schikanezwecken ausgenutzt.

Hatten beispielsweise die Herren Rekruten nicht gerade viel Begeisterung während der Dienstübungen gezeigt, dann durften sie den Heimmarsch in dieser Schritart durchführen. Wenn man weiß, daß 200 Meter Parademarsch genügen, um auch einen einigermaßen darin trainierten Menschen fertig zu machen, dann wird man begreifen, daß Bina recht bald einen «Lichte Muskelkiederchen» verspürte, lange bevor die Unterkunft erreicht war. Und seinen Kameraden ging es in keiner Weise besser.

Und doch kam ein Tag, der in dieser Beziehung alles bisher Dagewesene bei weitem übertraf. Es war Montag, der 30. März 1943 Auf dem Dienstplan stand an diesem Morgen Fußdienst. Sie waren also eine motorisierte Abteilung zu Fuß. Naja, bei Preußens war während des Krieges fast alles möglich!

Daran anschließend wurden die Gewehre auf ihre Sauberkeit hin überprüft, ein beliebtes Mittel, die unsympathischen Rekruten besonders auf's Korn zu nehmen. Was die Herren Ausbilder für gewöhnlich auch recht gerne taten. Heute nun waren sie darin besonders weiterherzig: Nicht ein einziger Karabiner blieb unbeanstaltet und nicht ein einziger Gewehrbesitzer entging jenen Bezeichnungen, die alle in der gleichen Richtung lagen, von denen aber «Dreckschwein» noch der salonfähigste Titel war!

Die Folge: «Hinlegen! — Auf, marsch, marsch! - Hinlegen - Bis auf meine Höhe vorarbeiten! - Auf, marsch, marsch! - Gewehr in Vorhalte! - Hüpfen! - Hinlegen!» Anderthalb Stunden lang! Ohne die kleinste Pause! Sie waren alle völlig am Ende! Moralisch genau so gut, wie körperlich

Und doch war das «Spiel» noch nicht zu Ende. Gleich hinterher folgte Artillerieausbildung an den Geschützen. Bina mußte den Truppführer machen. Und siehe da! Seine Geschütze hatten eine Differenz in der Richtung von einigen Strich! Was dem Herrn Ausbilder völlig genügte, um Bina fünf Ehrenrunden um die ganze Batterie drehen zu lassen, dieweil er eine Granate auf dem Buckel mit sich schleppte «Mei Gott, eng Granat weit en Zennerchen (45 Kilo)!»

War es ein Wunder, daß, nachdem man schließlich wieder in der Unterkunft war, nach dieser Tätigkeit niemand mehr Lust verspürte bis zu der etwa 500 Meter entfernten Molkerei zu gehen, um dort die Milch für den gesamten Lehrgang abzuholen? - Doch die Herren Vorgesetzten hatten dafür kein Verständnis:

Dienst war für sie nichts als Dienst! Und Milch war kein Schnaps! «Also, meine Herren, keine Müdigkeit vorschützen! Los! Der ganze Lehrgang antreten!» Und dann marschierten alle Mann zur Molkerei! Geschlossen. Und im Paradeschritt - Und den Weg zurück legten sie ge-

wiß drei Mal zurück. «Du waar ons den Appetit vergaang!»

Es blieb ihnen nur eine halbe Stunde zum Mittagessen. Dann hieß es schon wieder: «Anstehen zum Sonnappeil!»

Und der Nachmittag war ausgefüllt mit Infanterieausbildung bei der «Stenfabrik»!

Am andern Morgen meldete sich Bina krank und wurde für 14 Tage mit Angina ins revier eingeliefert. «Do lo'g é we'negstens ro'eg!»-----

Es kam noch eine Reise (am 18.4.) nach Putlas bei Oldenburg zu einem Panzernahbekämpfungslerngang (Verzeihung, lieber Leser, aber dieser schöne Name läßt sich nicht vermeiden, da er als offizielle Bezeichnung anzusehen ist!). Von ihm ist nichts besonderes zu berichten, außer daß die Hin- wie auch die Rückreise ein bezeichnendes Licht auf die damaligen Zustände in Deutschland warfen: Sie nahm jeweils zwei volle Tage in Anspruch; So rollten die Räder für den Sieg: Langsam und mit vielen Unterbrechungen!.....

Ostern verging ohne nennenswerten Vorfall. Und auch die nachfolgenden Wochen verliefen im Trab des alltäglichen Dienstes.....

Am Abend des 15. Mai stand Bina auf Posten. Die Mai-Nacht war noch keineswegs lind, und er spürte, wie sein Hals allmählich zuging und er kaum noch schlucken konnte. «Nur keine Aufregung, Bina! Mehr als eine Krankmeldung kann dabei nicht herauskommen!»

Und am andern Morgen stellte der Doktor die Diagnose: Diphterieverdacht! Was sich dann in der Klinik auch bestätigte. Und ihm einen halben Monat Klinikaufenthalt in einem Einzelzimmer - verbunden mit einer besseren Sonderverpflegung, dargeboten von einer netten, sehr netten dänischen Krankenschwester - verschaffte. Was so angenehm war, daß Bina nicht einmal voll zum Bewußtsein kam, daß er - wie auch seine Kameraden - seit dem 1. Mai zum Gefreiten befördert worden war. Doch so wichtig nahm er das nicht. «D'Haaptsaach ass: Mir kre'en 30 Kro'nen statt 25».....

Es wäre noch zu berichten, daß Bina zu einem Fahrschul-Lehrgang kam, wo er zum Krad-Künstler ausgebildet wurde. Allerdings auf Kosten von sehr raren und kostspieligen Ersatzteilen. («Ech brauch se jo net ze flècken!»). Oder daß er, zusammen mit Steinmetze Jang und mit Cannivé, gar zum Hilfsausbilder avancierte. Wobei sie ins Lager «Barbara» versetzt wurden. Welcher Name von den «Einwohnern» in «Barbara-Zirkes» und von den Dänen in «Barbaren-Lager» umgewandelt worden war.

Es wäre noch zu schreiben von der Bekanntschaft, die sie mit Dr. Svith aus Ribe schlossen, der ihnen nicht nur moralisch, sondern auch materiell sehr wertvolle Hilfe leistete. So etwa, als er ihnen eine Bescheinigung ausstellte, mit der sie bei den Dänen einkaufen konnten, und deren Text in der Uebersetzung lautete: «Der Inhaber dieses Zettels ist Luxemburger und nicht Deutscher.» Was natürlich einen Erfolg sicherte, wie ihn Träger

deutscher Uniformen in Dänemark niemals zu verzeichnen hatten! . . .

Am 14. Juli war Bina dann wieder in Herzing, und es begann erneut eine böse Zeit der Schikanierung. Die Begeisterung unserer Freunde war, nach all diesen anstrengenden Wochen, sowieso schon auf einen argen Tiefstand gesunken. Als nun aber noch gerüchtweise bekannt wurde, daß jene, die sich in den letzten 14 Tagen am besten bewähren würden, zu Unteroffizieren befördert werden sollten, erlebte Leutnant Fischer vor allem in den Unterrichtsstunden eine wahre Freude an seinen luxemburgischen Untergebenen. Sobald er eine Frage an sie richtete, durfte er sicher sein, daß er zur Antwort bekam: «Ich habe die Frage nicht richtig verstanden.» Was ihm natürlich recht bald auffiel und dann zu der Gegenfrage veranlaßte: «Haben Sie noch kein Geschöß und sind Sie noch nicht zu dem roten Haus u. zurück? Es war nur der Form nach eine Frage, dem Sinne nach ein Befehl. Und die Entfernung zu dem roten Haus betrug gut und gerne 800 Meter! Eine nette Strecke zum Laufen mit einer 45-Kilo-Granate auf dem Ast! Bina schaffte sie eines Tages drei Mal hintereinander! «Wann ech hätt misse fir d've'ert laafen, hätt en eng an d'Sabbel kritt!»

Schließlich brach diese Behandlung urplötzlich ab. Hielt doch 5 Tage später, am 29. und 30. Juli 1943 der Regimentskommandeur, Oberst März, eine Besichtigung ab. Die nun herrschende Freundlichkeit der Ausbilder war so auffallend, daß der Verdacht in Bina hochkam, diese Herren hätten mehr Angst vor der Besichtigung wie die Rekruten.

Änder Cannivé hatte das gemeine Pech, dem Herrn Oberst eine richtige Antwort auf eine harmlose Frage zu geben. Was sich dahin auszählte, daß der arme Änder am Abend des 30. 7., nach Abschluß der Besichtigung unter den 40 Mann war, die zum Unteroffizier befördert worden waren. Änder war totunglücklich, die weil Jang und Bina jubelten ob des Erfolges ihrer Privatmethode: Sie blieben Gefreite ---

Am 1. 8. ging es zurück nach Ribe, von wo aus sie in der Frühe des 3. August 1943 um 6 Uhr ihre Fahrt in den Urlaub antreten konnten. In den Urlaub nach Luxemburg! Zwar wurde es eine lange Fahrt. Sie mußten um Hamburg herum fahren, da dieses kurz zuvor «zur Schnecke» gemacht worden war und an allen Ecken u. Enden qualmte. Sie mußten Evakuiertenzüge benutzen, saßen 6 Stunden lang in einem Bremserhäuschen. Aber schließlich erreichten sie doch ihr Ziel, nach dem sie sich so lange, so unmenschlich lange gesehnt hatten: Luxemburg!

Wie schön es dort war, ist einfach unmöglich zu beschreiben. Deshalb soll es auch hier unterbleiben. Lassen wir unseren Bina seine «Luxemburger Tage» in aller Freude (von Ruhe kann keine Rede sein!) geniessen und finden wir ihn danach wieder. Mitten im Kriege!

(Fortsetzung folgt)
d.f.

Luxembourg

Assemblée Générale du 10 mars 1972

C'est devant une salle comble que le Président de la Section ouvrit la séance. Ernest Steichen se fit un devoir d'excuser le vice-président malade. Il ajouta combien il était agréablement surpris de pouvoir excuser d'autres membres de la section qui avaient cru devoir motiver leur absence à cette assemblée dont l'importance ne faisait aucun doute.

Ernest Steichen salua particulièrement la présence de Jean Gremling, principal auteur de la proposition de loi mise en oeuvre par la section de Luxembourg.

Melle Wagner, secrétaire, présenta ensuite le rapport d'activité de la section et du comité. Au sujet de l'inauguration du Monument National, elle donna un résumé de l'intervention contre la présence d'un représentant de l'Allemagne à cette manifestation pour relever ensuite les difficultés au sujet de la désignation des orateurs.

Elle s'étendit alors sur deux lettres adressées au Comité fédéral pour être publiées dans l'organe «Les Sacrifiés».

Le rapport de caisse présenté par le Caisier Roger Zanter accuse un bilan bien équilibré, la décharge fut accordée par le porte-parole des reviseurs de caisse.

Les élections statutaires du comité furent accueillies par les applaudissements de la salle et les membres rééligibles se virent confirmés dans leurs fonctions. Deux postes vacants furent repris par Albert Pundel et Norri Rodesch.

Dans une minute de silence proposée par le Président, l'assistance rendit les honneurs aux défunts, trop nombreux hélas, de la section.

Puis ce fut à l'initiateur infatigable de la Proposition de loi pour un avancement de la limite d'âge de la pension professionnelle de tracer l'historique de cette importante initiative de la Section des Enrôlés de Force de Luxembourg.

Jos Hintgen annonce sous les applaudissements nourris de tous les membres présents la remise du projet par le président fédéral au chef du Gouvernement luxembourgeois. Comme la date de cette remise a dû être retardée, Jos Hintgen regrette de ne pouvoir fournir les détails qu'il s'était proposé de donner à l'assistance, ceci afin de réserver au gouvernement et aux députés la primeur de cette proposition de loi qui marque un pas en avant dans les effets des Enrôlés de Force pour réaliser leurs justes revendications.

Le projet sera publié après le 14 mars dans un prochain bulletin des Sacrifiés.

Jos Hintgen fournit les détails sur les travaux préparatoires et relève la participation précieuse de Jean Gremling, avocat et membre

de la section, qui avait spontanément accepté de contribuer à l'élaboration du texte sur le plan juridique.

Il propose la création d'une fiche de recensement par le gouvernement en vue de fixer les critères des ayants-droit et l'importance de cette mesure justifiable à tous les points de vue. Vu le nombre très élevé des morts dans les rangs des Enrôlés de Force depuis leur rentrée, il se chiffre à présent à plus de deux mille personnes décédées par suite de séquelles de guerre, l'orateur souligne l'importance de cette mesure qui, il l'espère, ne rencontrera pas d'obstacles de la part du législateur, d'autant plus qu'elle doit s'étendre à toutes les victimes du Nazisme, donc aussi bien aux Enrôlés de Force qu'aux Maquisards, Déportés et anciens des camps de concentration, etc. ---

Il fait appel à la concorde de tous ceux qui souffrirent sous le joug de l'opresseur et réclame toute propagande utile pour la réalisation de ce but commun qui, vu la réalité effarante, serait une compensation durement méritée pour les années de guerre perdues.

Le Dr Robert Angel, ancien Enrôlé de Force et membre de la section, enchaîne sur les paroles de Jos Hintgen pour dresser le tableau bien triste des dommages corporels qui se basait jusqu'ici sur les traumatismes visuels, comme les blessures, les amputations, les défigurations et les déféctuosités apparentes des yeux et des oreilles.

Il s'attarde ensuite sur les infections post-opératoires et les séquelles de guerre dues aux privations et aux complications qui devaient parfois s'annoncer bien longtemps après le retour. Dans une classification détaillée des maladies encourues par suite d'une nourriture insuffisante, mauvaise ou irrégulière, le Dr Angel énumère les complications auxquelles doivent faire face, tôt ou tard, tous ceux qui subirent les affres de la guerre, soit au front, soit dans les camps de prisonniers ou de concentration, etc. pour aboutir aux neuroses de guerre qui ne sont pas toujours admises par certains médecins, mais qui pèsent néanmoins lourdement sur ceux qui en souffrent sans le moindre espoir d'une amélioration.

Suivant son opinion, il est aujourd'hui cependant possible de rencontrer la compréhension du serv. des Dommages de guerre parce qu'il y a moins de bureaucratisme qu'immédiatement après la guerre. Il est d'avis qu'un Service de contrôle médical aurait pu dès le début remédier à cette carence qui se fait jour à présent.

En guise de conclusion, le Dr Angel relève le devoir de chacun envers ses camarades d'infortune pour les conseiller et les aider dans leurs démarches. Il suggère une action du Comité fédéral dans le but de créer un dossier médical valable.

Il fait alors appel à tous pour une campagne d'information en vue de mettre en garde

la jeunesse d'aujourd'hui contre la renaissance du fachisme et du nazisme qui a causé tant de mal à la jeunesse sacrifiée d'alors.

Jos Weirich, président fédéral, voudrait ajouter quelques mots au sujet de la proposition de loi pour une pension prématurée à plein taux. Il annonce une conférence de presse qui aura lieu le même jour après la rencontre avec le chef du gouvernement.

Il tient à souligner que cette nouvelle démarche est sans rapport avec les anciennes revendications de la Fédération qui resteront toujours actuelles, plus spécialement l'indemnisation pour pertes de salaire.

Dans une discussion fort animée qui devait clôturer cette belle réunion, le père d'un enrôlé de force disparu formule ses réflexions sur le cadeau fait par notre Gouvernement d'après-guerre qui renonça à une emprise sur la région de Bitburg, autrefois pourtant territoire luxembourgeois et qui aurait été un dédommagement respectable pour notre pays sinistré tout aussi bien que le territoire abandonné à la Pologne aujourd'hui qui ne fut pas toujours terre allemande quoi qu'en disent les réfugiés très actifs en Allemagne.

Un enrôlé de force suggère de son côté la création d'un home avec section gériatrique, suggestion qui est retenue pour être mise à une étude plus approfondie.

A l'issue de l'assemblée, les membres se prononcent unanimement pour la remise d'une résolution à la presse au sujet du refus de réparation du Gouvernement fédéral allemand, et dont voici le texte:

Résolution

La Section de Luxembourg de L'Association des Enrôlés de Force, Victimes du Nazisme, siégeant à Luxembourg en Assemblée générale ordinaire le 10 mars 1972,

après avoir entendu le Comité dans son rapport d'activité et le Président fédéral dans son exposé de la situation, notamment au sujet du refus de réparation du Gouvernement fédéral allemand,

à l'unanimité des voix,

repousse avec indignation la réponse négative du Ministère Fédéral des Affaires Etrangères à l'aide-mémoire présenté par l'Ambassadeur du Luxembourg au sujet du problème des Enrôlés de Force,

flétrit l'attitude inique et diffamatoire du Gouvernement fédéral allemand qui cadre mal avec la politique de paix préconisée par le Chancelier,

rappelle la condamnation de l'enrôlement de force par la Cour de Nurenberg au même titre que toutes autres persécutions d'ordre raciste, religieux et politique,

réprouve le mutisme du Gouvernement luxembourgeois devant la monstrueuse falsification derrière laquelle se retranche le refus allemand, met en évidence

la réalité politique actuelle qui se reflète dans les conventions de l'Allemagne fédérale avec l'URSS, la Pologne et la RDA (Allemagne de l'Est),

réclame une prise de position ferme et sans équivoque de la part de notre Gouvernement au sujet du problème national des Enrôlés de Force,

demande au Ministre des Affaires Etrangères de prendre ses responsabilités et de donner enfin au successeur légal du IIIe Reich la réplique qui s'impose,

exige la relance des négociations avec la République allemande pour arriver à une solution acceptable du problème des Enrôlés de Force, en dehors d'un traité de paix hypothétique avec une Allemagne réunie.

engage toutes les associations groupées dans la Fédération des Victimes du Nazisme, Enrôlées de Force, d'adopter cette résolution et de charger le Comité fédéral d'intervenir à nouveau auprès de notre Gouvernement,

invite toute autre organisation patriotique et tous ceux qui, sous le joug nazi, firent cause commune avec les Enrôlés de Force, d'appuyer la juste revendication d'une Jeunesse sacrifiée.

Nettoyage à sec Presto Shop

89, rue de l'Alzette - Tél.: 54 02 34

LAVOIR-BLANCHISSERIE E D E L W E I S

41-43, rue du Claire-Chêne - Tél.: 54 25 42

Dépôts officiels :

Luxembourg - 105, rue Ad. Fischer - Tél.: 48 11 48

Luxembourg - 95, avenue Guillaume - Tél.: 208 27

Luxembourg - 32, rue du Curé - Tél.: 4 19 88

Bettembourg - 4, route d'Esch - Téléphone 51 22 19

Boevange/Clerv.

Pour remettre des Médailles de la Reconnaissance Nationale à 15 patriotes luxembourgeois, l'amicale des E.F.V.N. de Boevange avait organisé une cérémonie en date du 2 février 1972 à Boevange. Au mois de septembre 1969, soixante-cinq personnes de la région avaient déjà reçu la même décoration.

La récente remise des hautes distinctions fut précédée de discours prononcés par le camarade Lamborelle, président de section, et par M. le bourgmestre.